



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3186

Texte de la question

MORT D'OUSSAMA BEN LADEN

M. le président. La parole est à Mme Huguette Bello, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Mme Huguette Bello. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier Ministre.

Dimanche soir, dans une déclaration télévisée, le Président des États-Unis a annoncé officiellement la mort au Pakistan d'Oussama Ben Laden, tué par les Forces spéciales américaines. Présentée comme un événement majeur et un symbole de la lutte contre le terrorisme mondial, la mort du dirigeant d'Al-Qaida met un terme à une traque qui aura duré près d'une décennie puisqu'elle avait débuté au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

C'est également en 2001 que les États-Unis ont déclenché une nouvelle guerre en Afghanistan et que la France, dans le cadre d'un mandat de l'ONU, s'est engagée militairement dans ce pays, considéré comme la base arrière du terrorisme international.

À ce jour, la France compte près de 4 000 hommes en Afghanistan, qui interviennent au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité dirigée par l'OTAN. Cette présence militaire, qu'une forte majorité de Français désapprouvent, est déjà endeuillée par la mort de cinquante-six militaires français. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Il y a moins de deux semaines, Alexandre Rivière, un jeune caporal-chef de vingt-trois ans, a été tué au cours d'une patrouille, son véhicule blindé ayant été victime d'un engin explosif. Permettez-moi ici de saluer la mémoire de ce quatrième militaire originaire de la Réunion à mourir sur le sol afghan.

La disparition du chef d'Al-Qaida impose, bien sûr, la plus grande vigilance et la plus grande gravité. Elle doit aussi coïncider avec un engagement plus marqué pour le respect réciproque des peuples et accélérer la dévalorisation de l'idéologie meurtrière du choc des civilisations.

Cette nouvelle étape ravive la question du délai de la transition vers une action plus politique que militaire de la France en Afghanistan. L'ensemble des Français attendent la réponse du Gouvernement, notamment ceux des régions d'outre-mer, puisque leurs jeunes représenteraient près de 20 % des soldats français engagés en Afghanistan. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, qui était Oussama Ben Laden ? L'homme qui a commandité les attentats perpétrés aux États-Unis le 11 septembre 2001, et notamment la destruction des tours jumelles du World Trade Center à Manhattan. L'homme qui a revendiqué des dizaines d'attentats terroristes, la prise d'otages et l'exécution de ces otages. La France a donc eu raison de se réjouir, par la bouche du Président de la République, du Premier Ministre, et par la mienne, de son élimination, et d'exprimer aux États-Unis son soutien et sa solidarité.

C'est aussi une bonne nouvelle, je pense, pour le monde arabe, parce que cette élimination fragilise l'assimilation trop souvent faite entre le radicalisme, le fanatisme, la violence et une religion, l'islam, qui est une religion du Livre, fondamentalement axée sur le respect de la personne humaine.

Est-ce à dire que la menace terroriste a disparu ? Évidemment non. Il existe des réseaux terroristes qui ne sont

pas reliés à Al-Qaida. Au sein même d'Al-Qaida, des relèves sont assurées comme on peut le constater en Afghanistan où les talibans continuent à oeuvrer.

Dans ces conditions, retirer prématurément nos troupes d'Afghanistan reviendrait à abandonner le gouvernement afghan qui nous demande de l'aider dans son combat contre le terrorisme, de l'aider pour assurer à son peuple les conditions d'un développement démocratique harmonieux.

Pour cette raison, la France, en liaison avec ses alliés, prendra, concernant sa présence en Afghanistan, le temps de la réflexion.

Je voudrais vous le dire très sérieusement, madame la députée : la bonne diplomatie n'est pas celle qui cède à l'émotion de l'instant, mais celle qui se donne le temps de l'analyse et de la réflexion. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Hugnette Bello](#)

Circonscription : Réunion (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3186

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 mai 2011